

M. Axworthy: A-t-elle dit «des prix artificiellement bas pour le pétrole brut et le gaz naturel»?

Mme Sparrow: Je tiens aussi à signaler à mon collègue que, depuis un an, les investissements dans les secteurs pétroliers et gaziers ont augmenté d'au moins 2 milliards de dollars, soit de 25 p. 100. Cet argent crée des milliers d'emplois au Canada en encourageant l'exploration qui, elle, nous assure la sécurité énergétique. Le nombre de puits forés a augmenté de 23 p. 100, les ventes de terres, de 73 p. 100. Puis-je demander à mon collègue ce qu'il a contre la création de 25,000 nouveaux emplois directement liés au secteur pétrolier? Pourquoi s'oppose-t-il à la création d'emplois ou à de nouveaux investissements au Canada?

M. Skelly: Monsieur le Président, j'ai trouvé l'intervention de la députée qui m'a précédé excellente. Il est sidérant qu'elle ait affirmé que le gouvernement libéral a maintenu le prix du pétrole, de l'essence et d'autres carburants artificiellement bas au cours de son mandat. Cela résume la position du parti conservateur. C'est indéniable; tous les députés et tous les auditeurs l'ont entendu dire que sous le régime libéral des dernières années, le prix du pétrole a été maintenu artificiellement bas. C'est une blague. Tout le monde sait pertinemment ce qu'il est advenu du prix de l'essence. Après l'augmentation des taux d'intérêt, c'est probablement la pire chose qui soit arrivée aux Canadiens. Si je me fie sur ce qu'elle a dit, j'en conclus que les conservateurs voudraient voir le prix de l'essence augmenter. Ils souhaitent que les profits de la société Imperial Oil continuent de monter en flèche.

Mme Sparrow: Avez-vous entendu parler du jeu de l'offre et de la demande?

M. Skelly: C'est incroyable. Voici les conclusions que je tire de cette déclaration. Premièrement, on maintenu le prix de l'essence artificiellement bas au fil des ans, et les conservateurs vont l'augmenter; et deuxièmement, ils n'imposeront pas les profits énormes que les sociétés pétrolières réaliseront à la suite de l'augmentation extrêmement marquée des prix du pétrole et du gaz, grâce à ces encouragements. Ainsi, cette baisse des recettes gouvernementales causera une réduction des services, ce qui constituera fondamentalement une catastrophe. J'en ai la conviction, et je pense qu'au fond d'elle-même, elle partage cette opinion.

Mme Sparrow: Non.

M. Skelly: Selon moi, elle hésite quelque peu à dire le fond de sa pensée à ce stade-ci. Il y a très peu qui osent s'élever contre les décisions du cabinet, et les conséquences sont extrêmement graves. J'avais espéré qu'elle imiterait certains de ses collègues conservateurs en adoptant une position plus indépendante, dans l'intérêt des gens ordinaires.

Mme Sparrow: Nous nous intéressons, sans aucun doute, au sort des Canadiens ordinaires.

M. Skelly: Je ne peux comprendre ce qui peut à ce point déformer leur perception des faits au sujet de ces 25,000 nouveaux emplois. Il y a bien une relance dans certaines régions du pays, mais ce, en dépit des conservateurs, je tiens à le souligner. Il est fort probable que plus d'emplois seraient créés si les conservateurs cessaient tout simplement d'intervenir et d'en freiner la création. Seulement 38 p. 100 des Canadiens croient les inepties contenues dans la déclaration de la députée qui m'a précédé et qui ne fait que répéter celles que nous débite le

Impôt sur les revenus pétroliers—Loi

premier ministre. Quoi qu'il en soit, je vous remercie de votre patience, monsieur le Président.

● (1200)

M. Hawkes: C'est incroyable tout ce qu'on peut entendre dans cette enceinte d'année en année. En 1979, des élections ont été déclenchées au sujet des taxes prélevées à la pompe. Notre parti a proposé alors d'accroître ces taxes. Nous avons perdu ces élections, et peu après, la taxe sur les recettes pétrolières et gazières a été appliquée. Voilà maintenant un député néo-démocrate qui intervient soi-disant pour défendre les gens ordinaires.

Monsieur le Président, cinq ans après avoir souscrit à ce programme, il ne comprend toujours pas qu'une taxe prélevée à la tête de puits, comme la taxe sur les recettes pétrolières et gazières, se répercute en aval. Les consommateurs, et pas simplement ceux qui ont une Cadillac, doivent en faire les frais. Elle a des répercussions sur le budget de toutes les personnes âgées qui doivent chauffer leur maison.

Il se présente ici comme le défenseur des opprimés et des gens qui n'ont pas les moyens de subir ces taxes. Or, il a rejeté un budget en vertu duquel les taxes sur l'essence auraient été supérieures pour les propriétaires de Cadillac et moindres pour les conducteurs de petites voitures, et les gens sans auto n'auraient rien eu à payer. Son parti a préféré voter en faveur de l'impôt sur les recettes pétrolières et gazières qui a frappé les personnes âgées, car elles n'ont pas le choix et doivent chauffer leurs maisons. C'est encore son parti qui a rejeté un crédit d'impôt qui devait s'adresser à ces personnes âgées et qui avait pour but de réduire les coûts que doivent supporter les plus démunis de notre société. Mon parti a fait sans cesse des propositions de ce genre, depuis des années. Cela donne des résultats, et si les pauvres de notre société ont un meilleur sort à l'heure actuelle, c'est parce que nous formons le gouvernement. Les 500,000 d'entre eux qui travaillent aujourd'hui sont des Canadiens ordinaires qui touchent des revenus ordinaires, et ils en sont enchantés.

L'hypocrisie dont le député fait preuve en l'occurrence dépasse presque ce que la Chambre peut supporter.

Des voix: Bravo!

M. Hawkes: Débarrassons-nous de l'impôt sur les revenus pétroliers.

M. Skelly: Depuis un siècle, nous constatons que certaines personnes s'efforcent de travestir la réalité historique à leurs propres fins. Le député en est un excellent exemple. Il se garde bien de rappeler que le député de l'Alberta avait admis après les élections en question: «Oui, j'ai eu tort. J'assume la pleine responsabilité du budget, du cafouillage et de tout le reste». La tentative de travestissement est énorme. Le député s'est levé après les élections et a dit: «Je le confesse, j'ai commis une énorme bourde. J'ai pris là une initiative stupide». Bon, nous avons tous accepté cela, pourquoi ne pouvez-vous pas en faire autant? Ils voulaient absolument des élections. Comme le parti du crédit social et le gouvernement avaient une majorité d'une voix, la situation était intenable. Il a proposé un crédit d'impôt-logement et en a appelé au peuple, et le peuple avait à son égard exactement la même attitude qu'il a à l'égard du gouvernement actuel. Le moment est venu de s'en débarrasser. Si vous déclenchiez aujourd'hui des élections, vous ne siégeriez plus de ce côté-là de la Chambre. A moins que certains d'entre